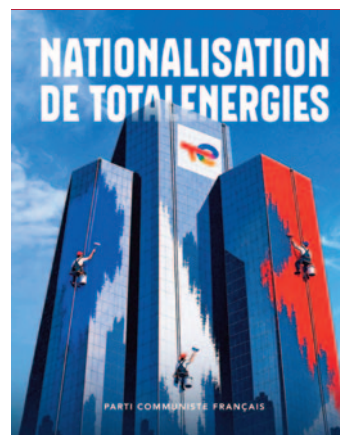


Voyage du PCF en Palestine (pp. 8-9)

**Carburants : une
section, une initiative
du 5 au 11 octobre (p. 3)**



Recommencer

« Les bourses ont beaucoup grimpé ces dernières années mais les profits des entreprises ont progressé encore plus vite » : ce gros titre, même pas provocateur, du Figaro Économie du 24 septembre dernier, nous rappelle qu'il y a bien deux France, celle qui trime et qu'on abreuve de noires nouvelles, et celle qui plastronne, gorgée de fric et d'annonces triomphales. On a déjà souvent rappelé cette vérité ici, mais comme disait Gide : « Toutes choses sont dites déjà ; mais comme personne n'écoute, il faut toujours recommencer. »

Gérard Streiff

Vidéo

Déclaration de
Fabien Roussel :
« Le monde a
besoin
d'ingénieurs
de la paix »



SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

MOBILISATIONS DE LA RENTRÉE

14 octobre : Mobilisation de l'UCR-CGT lors du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco pour la revalorisation des pensions et contre leur gel.

25 octobre : Manifestation populaire, festive et antifasciste à Orléans face au congrès du RN et au lancement de sa campagne présidentielle.

5 novembre : Mobilisation nationale de la Fédération CGT de la métallurgie, avec des rassemblements consacrés à l'industrie dans sept villes.

19 novembre : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

25 novembre : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)



Le 4 octobre, Banquet des vétérans des Ardennes.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

9 octobre 9h/18h30 : Colloque 80 ans du Préambule de 1946 : Imaginons des droits sociaux émancipateurs !
Colloque organisé sous le haut patronage de Stéphane Peu, député, avec le soutien scientifique du projet IUF Démosphère, le laboratoire IODE (UMR CNRS 6262 / Université de Rennes) et le Collectif de l'Unité du Droit
Inscription obligatoire (jusqu'au 02/10) : <https://preambule1946.sciences-conf.org/registration?lang=fr>
Programme : <https://gabrielperi.fr/initiatives/colloque-80-ans-du-preambule-de-1946-imaginons-des-droits-sociaux-emancipateurs/>

Carburants : une section, une initiative du 5 au 11 octobre

Sur les carburants, Fabien Roussel a percé. Notre candidat a porté dans le débat public des propositions pour faire baisser les prix et reprendre la maîtrise publique de l'énergie avec la nationalisation de TotalEnergies. Cette percée nous donne une responsabilité : aller faire connaître ces propositions, obtenir une baisse des prix sans attendre 2027 et convaincre que la nationalisation est nécessaire.

Nous subissons tous et toutes les prix à la pompe ou connaissons des collègues, des proches, des voisins pour qui le coût n'est plus supportable. Comment faire autrement quand il n'y a pas de train, pas de bus aux bons horaires, et des dizaines de kilomètres à parcourir pour rejoindre son travail ? À cela s'ajoutent les factures de gaz et d'électricité. On compte, on reporte une dépense. Les actionnaires de l'énergie, eux, continuent de toucher leurs dividendes.

C'est auprès de cette population que nous devons être présents du 5 au 11 octobre. Avec des propositions précises: bloquer les carburants à 1,60 euro le litre, baisser les taxes prélevées par l'État et nationaliser TotalEnergies aux côtés d'EDF. Il y a matière à discuter ! Qui décide des prix ? Où vont les profits ? Quels investissements pour produire dans le pays et répondre au défi climatique ? Ces questions nous concernent tous. Elles ne peuvent rester entre les mains de quelques dirigeants et actionnaires.



Une section, une initiative : c'est l'objectif de cette semaine d'action ! Nous voulons être présents devant 1 000 stations-service. Pour y parvenir, chaque section est appelée à organiser au moins une diffusion de tracts, de préférence devant une station TotalEnergies. Fixons un rendez-vous, appelons les camarades, proposons aux nouveaux adhérents de nous rejoindre. Une équipe même modeste peut engager de nombreuses discussions. Le tract et la pétition pour la nationalisation seront nos points d'appui. Prenons le temps d'écouter les automobilistes, de répondre aux objections, de proposer aux personnes intéressées de participer à la campagne.

Le 8 octobre, les salariés de TotalEnergies sont appelés à la grève par la CGT pour leurs salaires,



l'emploi, leurs conditions de travail et la défense des outils de production. Les sections concernées peuvent préparer une présence aux portes des sites, en lien avec les syndicats. Leur lutte et les exigences de la population peuvent se renforcer mutuellement. La campagne se construit aussi dans ces rencontres. Dès maintenant, choisissons notre station et notre créneau. Une section, une initiative : faisons vivre cet engagement partout ! ✨

Igor Zamichiei



Elections sénatoriales – Déclaration du PCF

Le PCF salue la réélection de ses 4 sénatrices et sénateurs sortants concernés par le vote de ce dimanche. Céline Brulin, Jérémy Bacchi, Gérard Lahellec et Marie-Claude Varailas vont poursuivre au sein du groupe CRCE-K leur travail d'élus, engagés pour leur territoire et pour la justice sociale et territoriale.

Nous saluons le résultat de nos candidats et candidates qui progressent dans de nombreux départements. Le groupe des élus PCF (CRCE-K) au Sénat demeure le second groupe à gauche de la chambre haute et renforce son rayonnement dans les territoires.

Il continuera d'être un point d'appui solide au service de toutes les mobilisations sociales et engagé dans toutes les batailles législatives à venir pour faire vivre et protéger la République, laïque et sociale.

Ces élections marquées par l'entrée d'un groupe de sénateurs d'extrême-droite au Sénat sont la déclinaison logique de la progression du RN constatée lors des élections municipales. Elles doivent cependant constituer un nouveau signal d'alerte adressé par les territoires face aux abandons multiples de l'Etat, à l'asphyxie financière organisée des communes et à la désespérance et la colère sociales qui montent dans le pays.

Les sénatrices et sénateurs communistes réaffirment dès ce soir leur engagement à combattre les politiques xénophobes, réactionnaires et libérales que porteront ces nouveaux parlementaires d'extrême-droite. Ils continueront également à porter et à défendre leurs propositions pour la justice climatique et sociale et la réponse concrète aux besoins de la population qui sont le meilleur antidote pour prévenir le

poison de la division et du racisme que portent les élus RN.

Dans plusieurs départements certaines formations de gauche ont, par leur volonté de division, favorisé l'élection de candidats d'extrême droite comme dans le Gard où ils font battre notre camarade Cathy Chauvet au profit d'un sénateur RN.

Le rassemblement à gauche face à l'extrême droite aurait dû être partout la ligne dans chaque département comme l'ont fait les communistes.

Les élus communistes poursuivront leur action au Sénat au service des Français et des territoires, en appui de toutes les luttes.

Le PCF salue les dizaines de milliers d'élus et d'agents publics qui ont fait vivre ce temps majeur de la vie démocratique de notre pays. ✱

Parti Communiste Français,
Paris, le 27 septembre 2026



L'urgence de construire le mouvement populaire

Après le succès de la rentrée politique de la Fête de l'Humanité, la rentrée sociale voit une multiplication des combats émerger, différents fronts que les communistes devront mener. Mobilisation contre le permis de tuer, rassemblement pour la paix, grève des pompiers, du service public et dans de nombreuses entreprises pour exiger plus de moyens et une augmentation des salaires. Un mouvement lycéen qui apparaît et qui commence à s'organiser, ainsi que des rassemblements et manifestations dans toute la France le 26 septembre, qui cherchent à créer la jonction entre l'urgence climatique, le besoin imminent de justice sociale et l'urgence de la paix. Ces mobilisations et leur succès sont la démonstration que ces luttes ont besoin de jonction, notamment avec une autre lutte face à une menace qui plane telle une ombre funèbre sur notre pays, une lutte qui devient une urgence, qui pourrait devenir la mère de toutes nos batailles : la lutte contre l'extrême droite. Les différents mouvements sociaux qui ont commencé à battre le pavé et les prochains qui s'annoncent en disent long sur le mécontentement qui gronde dans notre société. Il est temps pour les milliers de gens qui aspirent à un espoir, à un autre monde, à une autre société débarrassée du capitalisme, d'organiser leur colère ! C'est dans cette volonté que l'appel de Fabien

Roussel à faire la révolution doit résonner de plus en plus dans notre société. Les communistes et leur candidat ont bien conscience qu'une élection, aussi présidentielle soit-elle, n'est pas l'alpha et l'oméga d'une démocratie et ne peut être le seul facteur d'un changement de société radical. L'émergence d'une nouvelle majorité populaire ne peut apparaître avec la seule dynamique électorale. Elle doit venir du mouvement social, car il est le seul, lorsqu'il déborde dans nos villes, dans nos quartiers, dans nos rues, lorsqu'il occupe les entreprises, usines, les services publics et tous les secteurs de l'économie, à être capable de reprendre la main sur l'agenda politique et médiatique pour inverser le rapport de force. C'est dans ce contexte que les militants du Parti communiste français et son candidat, Fabien Roussel, participent à l'ensemble des mobilisations et des luttes dans notre pays, aux côtés de ces femmes et hommes qui créent la richesse et prennent conscience de leur force collective en se mettant en action. En plus d'apporter notre soutien au mouvement social, nous faisons des propositions pour répondre aux attentes de la population. C'est avec l'ambition de mettre dans les mains des solutions au dérèglement climatique et à l'injustice sociale que Fabien Roussel fait du plan climat du PCF, « Empreinte 2050 », une proposition forte de sa campagne.

Le succès des mobilisations du 26 septembre démontre l'aspiration à agir pour transformer durablement notre société. Face à l'urgence climatique, la question n'est pas simplement de savoir comment réduire notre impact négatif sur la nature, mais de construire une véritable transition écologique et d'en faire un levier de progrès social, pour permettre la réindustrialisation de notre pays, le développement des services publics et la lutte contre les inégalités. Le PCF porte ce projet, et son plan climat répond aux aspirations légitimes de la population.✱

Nino Schillaci



Construisons l'avenir, maintenant

Il y a des thèmes qui indisposent fortement nos bonnes âmes médiatiques quand ils font face à Fabien Roussel. Mettre en cause par exemple la politique internationale de Macron, sur l'Ukraine notamment, ça les horripile. Et c'est peu dire. Ainsi Duhamel le petit, l'autre matin sur France Inter, s'étouffait d'indignation parce que Roussel osait contester les choix diplomatiques de l'Élysée. Parler de paix alors que les marchands de canon commandent ? ! Quelle incongruité. « Si vous continuez, j'arrête l'interview », a menacé Duhamel le petit. Et aussitôt le bataillon des va-t-en-guerre s'est animé. *Libération* moque « un pacifisme dévoyé et une incompréhensible indulgence » (*Le Nouvel Obs* reprendra à peu près les mêmes termes) et *Le Monde* se rassure en écrivant, après le ralliement du RN à la doxa officielle, que l'option belliqueuse de Macron « traverse désormais l'ensemble du corps électoral ».

Un autre sujet agace nos éditorialistes. C'est l'idée qu'un homme politique, un candidat à la présidentielle dise qu'en ces temps troublés, il se trouve naturellement aux côtés des gens, dans la rue s'il le faut, dans les manifestations, « du bon côté de la barricade ». Cette position du candidat communiste (exprimée sur BFM l'autre jour) leur reste en travers de la gorge comme si c'était un pur scandale d'être solidaire des mobilisations populaires. Comme s'il y avait un code de bonne conduite du candidat à la présidence, comme s'il fallait absolument partager les « concepts » de Bercy, le voca-

bulaire de l'OTAN, le piapiatage sur la dette et surtout tenir à distance le populo et ses soucis. Hélas, Fabien Roussel dénonce « le collaborateur Patrick Pouyanné », il dit Stop au racket et, un comble, il se présente dans une station Total (reportages de TFI, *l'Humanité*, BFM, *l'Oise Hebdo* notamment), accompagné de militants, pour aller à la rencontre des automobilistes. « Roussel appelle à une nationalisation-sanction contre Total » titre BFM. Roussel « assume de comparer le patron de Total à un collaborateur nazi », insiste *l'Opinion*. Sa demande de nationalisation provoque une réaction du côté de la FI : « Nationalisation de Total : Mélenchon refuse de suivre Roussel » note Emma Save du journal *l'Avant-Garde*, qui ajoute : « Derrière la querelle, deux visions opposées de la propriété publique. » Jeudi soir, après l'intervention télévisée du président, *le JDD* titre « La gauche étrille Macron » et cite Fabien Roussel : « Les appels à l'esprit de responsabilité du Président se heurtent au mur de la colère des Français. L'interview présidentielle n'offre aucune perspective d'espoir, ni sur la paix, ni sur le pouvoir d'achat. N'attendons pas le 18 avril. Construisons l'avenir maintenant. » Le site « L'informateur de Bourgogne.com » dénonce également le discours macronien et annonce : « Avec Fabien Roussel, c'est autre chose ».

Ce qui est sûr, c'est que les propositions communistes font parler. On aime, comme Pablo Biancarelli dans « Liberté.Actus » : « Fabien Roussel a parfaitement raison de tenir le discours qu'il tient. » Ou on



aime moins, genre *Le canard enchaîné* qui titre « Fabien Roussel voit rouge ».

À noter enfin un dossier sur le candidat communiste et le logement sur le site SeLoger. 🇫🇷

Chercher les moyens nécessaires

Les pompiers sont en lutte. Une manifestation nationale s'est déroulée mardi à Paris et a rassemblé plusieurs milliers d'entre eux venus de tout le pays. Dès dimanche soir, des dizaines de pompiers ont occupé le Champs-de-Mars ; lundi Fabien Roussel est allé les saluer et montrer non seulement sa connaissance du dossier mais également sa solidarité complète avec leurs revendications. Mais comment en est-on arrivé là ?

On l'a vu cet été : le réchauffement climatique décuple le risque de feux de forêts : ils sont plus nombreux, plus étendus et touchent désormais tout le pays. Cet été, 4 pompiers sont morts au feu, en Gironde, en Savoie et dans les Bouches-du-Rhône. Pourtant les moyens nationaux, notamment les avions ne progressent pas, au contraire. La vétusté des Canadair limite leur disponibilité et rend difficile la mise en œuvre de la doctrine éprouvée d'attaque des feux naissants. L'État étouffe financièrement les départements qui financent les Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et les investissements sont insuffisants : il y a 1 000 camions feux de forêts en moins qu'il y a dix ans. Les pompiers eux-mêmes sont en souffrance : professionnels trop peu nombreux et mal payés, volontaires sur-sollicités, et les questions sur la santé, notamment l'exposition aux fumées, restent largement ignorées.

Le constat est terrible et la question du risque de

rupture capacitaire est posée. On parle du moment où la demande de secours dépassera les capacités matérielles et humaines des pompiers. Par exemple, le 25 juin dernier, il fait 40 degrés à Paris et la Brigade des sapeurs-pompiers réalise ce jour-là 2 500 interventions contre 1 200 en moyenne d'habitude. Un rythme impossible à tenir plus de 3 ou 4 jours d'affilée. Le 4 septembre dernier, le président du SDIS de Haute-Corse, Hyacinthe Vanni, craignait, dans une interview à *Corse Matin*, « un risque imminent de rupture capacitaire ».

Cela dit bien que la lutte des pompiers nous concerne tous. Les communistes veulent assurer la pérennité de notre modèle de sécurité civile et permettre aux pompiers de remplir leur mission : sauver les femmes et les hommes en danger, préserver



les biens, protéger la forêt. Nous défendons l'idée que le pays qui a l'industrie aéronautique la plus puissante du monde n'a pas d'excuse pour mettre ses moyens aériens à la hauteur des besoins, que les SDIS, à travers les départements, doivent pouvoir bénéficier de nouvelles ressources, que les embauches de pompiers professionnels doivent reprendre massivement et que les volontaires doivent être valorisés.

Tout cela coûte de l'argent, mais cela tombe bien il y en a : le budget de l'État c'est 211 milliards d'euros donnés l'an dernier aux entreprises privées sans contrepartie, dont on peut récupérer une partie facilement ; la fraude fiscale, c'est 100 milliards d'euros de manque à gagner.

Nos pompiers le méritent, nous irons chercher les moyens nécessaires ! ✪

Adrien Tiberti

Voyage du PCF en Palestine

La résistance d'un peuple, l'urgence de la solidarité internationale !

Du 10 au 22 juillet 2026, une délégation du PCF s'est rendue en Cisjordanie occupée. Elle a réaffirmé la solidarité politique des communistes pour une Palestine libre et souveraine, condition d'une paix juste et durable.

Notre voyage s'est inscrit dans un contexte d'urgence politique face au génocide, à l'accélération du nettoyage ethnique mené par Israël et aux menaces existentielles qui pèsent sur le peuple palestinien. Elle a rassemblé les fédérations du Gard, du Gers, du Lot-et-Garonne, de Meurthe-et-Moselle, de l'Oise, des Pyrénées-Atlantiques, des Pyrénées-Orientales et du Val-de-Marne, aux côtés de la direction nationale, du MJCF et d'élus, ainsi que de Pierre Barbancey, grand reporter au journal *l'Humanité*.

En rencontrant l'OLP, dont le PPP (le Parti du peuple palestinien), il s'agissait de soutenir la résistance populaire, de mesurer la portée politique de la campagne des oliviers, rencontrer les communistes israéliens et développer des projets de jumelages entre communes françaises et palestiniennes.

Un génocide silencieux orchestré par un régime d'apartheid et de terreur qui empire chaque jour, face à l'inaction des pays occidentaux

De Bethléem à Naplouse, en passant par Hébron, Jérusalem-Est, Ramallah et Masafer Yatta, partout la situation est explosive : dépossessions, meurtres, déplacements forcés, villages incendiés, récoltes et bétail détruits. La Cisjordanie est livrée à la terreur des colons, bras armés du gouvernement israélien. Face à un colonialisme de remplacement, les Palestiniens dénoncent un génocide silencieux sur leur terre ancestrale : une spoliation d'une violence inouïe ; mais aussi une répression politique féroce : 356 journalistes tués depuis le 7 octobre, 11 000 prisonniers politiques illégaux, dont 350 enfants et Marwan Barghouti, tous soumis à la torture et aux sévices sexuels.

Un contrôle militaire total : comme les Palestiniens, nous avons vécu le système d'apartheid, marqué par des routes réservées aux colons et interdites aux Palestiniens. Devant nous se dressait constamment le mur d'apartheid, tandis que des colonies en pleine expansion encerclent les villes bouclées par des portes en fer.

À Hébron, 800 colons et 1 500 militaires occupent le cœur de la vieille ville. À Masafer Yatta, les Bédouins sont réduits à vivre dans des grottes, après la destruction de leur maison. Aux côtés de Jamal Juma', de l'ONG *Stop the Wall*, nous nous sommes



rendus dans la zone interdite E1, site stratégique du « Grand Israël ». Ce projet prévoit la construction de 3 400 logements illégaux pour relier Jérusalem à la

colonie de Ma'aleh Adumim, ce qui scellerait l'annexion totale des territoires– Bassam Salhi, secrétaire général du PPP, et Aïda Touma-Sliman, députée communiste israélienne, après nous avoir rappelé que la stratégie d'Israël s'inscrit dans un processus historique d'expulsion du peuple palestinien qui prend sa source dès la Nakba en 1948 (l'expulsion de 800 000 Palestiniens), ont dénoncé un gouvernement israélien qualifié de fasciste, sioniste et impérialiste. Celui-ci menace la paix au Moyen-Orient. À l'approche des échéances législatives en Israël, le pouvoir est prêt à tout pour éradiquer le peuple palestinien. Les deux dirigeants ont également alerté sur les menaces graves qui pèsent sur les Palestiniens d'Israël.

Le peuple palestinien résiste et ne lâchera pas sa terre : planter un olivier est un acte de résistance!

Ce que nous retenons, c'est la force d'un peuple debout qui refuse de disparaître et qui cultive l'espoir. La vitalité de la société civile palestinienne, de la jeunesse et des femmes force le respect. Depuis 1967, la destruction d'un million d'oliviers par Israël constitue une stratégie délibérée pour empêcher la création d'un État palestinien viable. Accompagné d'Issa Elshatleh, de l'association des agronomes arabes (AAA), nous sommes allés à Sébastia, près de Naplouse, village agricole où les oliviers de la solidarité poussent. Le maire Mohammad Azem et les agriculteurs ont remercié chaleureusement le PCF ; la campagne des oliviers est vitale : elle soutient l'économie locale, la souveraineté alimentaire et protège les terres face à la colo-



nisation. Ils nous ont réaffirmé leur détermination de planter des oliviers, pour ne pas abandonner leur terre ancestrale. Après avoir planté symboliquement un olivier, au cœur du village, pour sceller la pérennité de nos engagements, la délégation communiste s'est engagée à amplifier la campagne. À ce jour, elle est un succès : 56 000 euros collectés et plus de 11 000 oliviers plantés au profit de 366 familles.

Nous appelons l'ensemble des fédérations à intensifier la mobilisation pour atteindre l'objectif de 100 000 euros !

Face au fascisme et à l'impérialisme : l'urgence de la paix, de la solidarité internationale et de la lutte politique

Le message des Palestiniens est unanime : l'urgence absolue est de mettre fin au génocide, d'instaurer une paix juste et durable, fondée sur le droit international.

Maires, comités populaires, ONG appellent tous à multiplier les jumelages. Acte politique fort, ces partenariats renforcent les capacités de résistance,

tout en légitimant des projets vitaux. Un projet de jumelage entre Hébron et Pau est déjà en cours, et d'autres municipalités s'engagent dans cette voie.

Enfin, le PPP et le PCI ont insisté sur la nécessité de lier solidarité internationale et lutte politique. En dénonçant la complicité des États-Unis et de l'Union européenne, ils appellent à unir les forces progressistes pour une paix fondée sur le droit international.

Or, la France continue de fournir du matériel militaire à Israël, compromettant

la perspective de la solution à deux États.

La simple reconnaissance de l'État de Palestine par la France ne suffit pas. Le PCF appelle à des sanctions immédiates contre Israël. Seules des actions politiques fortes pourront créer les conditions d'un État de Palestine, libre et souverain sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et garantir son droit à l'autodétermination, aux côtés de l'État d'Israël.

Le PCF appelle à signer la pétition nationale adressée à Emmanuel Macron pour exiger des sanctions, ainsi qu'à participer massivement aux mobilisations d'octobre contre les ventes d'armes à Israël.

C'est un combat contre le fascisme, une lutte universelle pour l'humanité, la justice et la paix. ☪

Cristine Hernandez,
responsable campagne
nationale PCF-oliviers

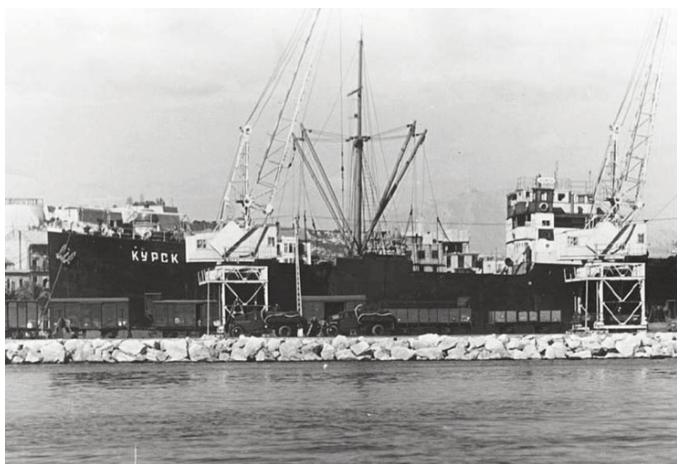
1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

28 septembre/4 octobre 1936 (33) Un navire soviétique à Alicante

Le débat sur la dévaluation du franc occupe les Chambres toute la semaine. « Dans un puissant discours, Jacques Duclos a défini la position du Parti communiste fidèle au Front populaire et décidé à éviter que l'amputation de la monnaie qu'ont sapée les droites ne s'opère qu'au détriment des masses laborieuses et des petites gens. » (*L'Humanité* du 29/9).

Les groupes de gauche proposent que le gouvernement puisse par décret prendre toute mesure propre à maintenir le pouvoir d'achat de la population. Mais le Sénat fait opposition. Finalement un accord est trouvé, le gouvernement est investi du pouvoir de provoquer par décrets des procédures obligatoires de conciliation et d'arbitrage en vue de rajuster les salaires en cas de hausse du coût de la vie, et pourra réviser les prix des denrées agricoles réglementées. Et le quotidien communiste ajoute : « Face à un patronat décidé à accroître ses profits, la force disciplinée de la classe ouvrière assurera dans l'ordre républicain l'efficacité de cette mesure de sauvegarde. » Au final, le groupe communiste vote non pas pour la dévaluation mais pour le gouvernement...

Dimanche 4 octobre un grand meeting (troublé un temps par les factieux) au Parc des Princes (on



parle de 80 000 personnes) permet à la direction communiste de faire le point sur la situation politique.

Cette semaine, le candidat de la CGT (René Luche) a été élu au conseil général de la Banque de France ; le syndicat réaffirme son « accord avec le Front populaire contre la politique néfaste des gouverneurs réactionnaires qui ont précédé M. Labeyrie et leurs agents qui sévissent encore dans les cadres de la Banque de France. »

L'Espagne (où la guerre civile fait rage) est toujours l'objet d'un embargo au nom de la « non-intervention ». Mais on annonce l'arrivée à Alicante d'un

vapeur soviétique, le Neva ; parti le 19 d'Odessa, il est arrivé à Alicante le 27, un jour avant la date fixée, grâce aux stakhanovistes du vapeur, dit-on... *L'Humanité* du 30 raconte l'ambiance sur le port, l'enthousiasme de la population alors qu'au large se trouvent deux navires allemands, un croiseur (avec à son bord l'ambassade nazie qui a fui Madrid) et un contre-torpilleur, ainsi qu'un bateau de guerre italien. Le Neva a déchargé « des centaines de milliers de caisses contenant du sucre, du cacao, des confitures, des œufs, du beurre ». Le capitaine est porté en triomphe : « Viva Russia ! Viva Staline ! (...) Le vieux capitaine, si calme, si réservé, ne peut s'empêcher de verser quelques larmes. »

L'encyclopédie Wikipédia estime que c'est le 1^{er} octobre, dans ce port d'Alicante, qu'arrivent les premiers membres des Brigades internationales. En fait, le lancement des Brigades serait évoqué (par Staline) dans le journal du PC espagnol le 17 octobre et officiellement annoncé par le gouvernement espagnol le 22 octobre.✳

Gérard Streiff

« Qui était ? », le rendez-vous du jeudi matin

Depuis la fin août, l'Avant-Garde publie chaque jeudi matin le portrait d'une grande figure du mouvement ouvrier français. Le principe tient en peu de mots. Une vie, un parcours militant, et les conquêtes sociales que ce parcours a permis d'arracher. Pas des statues ni des notices de manuel. Des trajectoires de militants et de militantes souvent parties de l'usine, de la mine ou de la clandestinité, et qui ont fini par changer notre pays. Ces noms, nous les croisons partout sans toujours savoir qui les portait. Sur une plaque de rue, au fronton d'une école, dans le nom d'une cellule. Le récit national les a rangés au second plan quand il ne les a pas effacés. Notre travail consiste à leur rendre leur place pour les nouvelles générations.

Voici les portraits déjà parus.

Ambroise Croizat, l'ouvrier qui bâtit la Sécurité sociale : Ajusteur à l'usine à 13 ans, dirigeant des métallos CGT, déporté en Algérie sous Vichy, ministre du Travail en 1945. En dix-huit mois, il installe la Sécurité sociale et meurt à 50 ans.

Claudine Chomat, la femme qui dirigea la Résistance des femmes à 27 ans : Fille de mineur, dirigeante des Jeunesses communistes à



17 ans, cofondatrice de l'UJFF, responsable des comités féminins dans la clandestinité.

Paul Vaillant-Couturier, le poète de l'Humanité : Combattant de 14-18 devenu fondateur du PCF, écrivain et directeur de l'Humanité, député de Villejuif. Il meurt en 1937, en pleine bataille du Front populaire.

Charles Tillon, du mutin de la mer Noire au chef des FTP : Marin révolté en 1919 contre l'intervention française en Russie, bagnard militaire, puis chef des Francs-tireurs et partisans et ministre à la Libération.

Henri Rol-Tanguy, le colonel de l'insurrection de Paris : Métallo, volontaire des Brigades internationales en Espagne, puis chef des FFI d'Île-de-France. En août 1944, c'est lui qui donne le signal de l'insurrection.



Madeleine Braun, la première femme au perchoir : Antifasciste de la première heure, organisatrice de la solidarité



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

avec l'Espagne républicaine, résistante, députée, première femme à présider une séance de l'Assemblée nationale.

Rendez-vous jeudi prochain pour le portrait suivant. Pour être tenu au courant des prochains articles inscrivez-vous à la newsletter de l'Avant-Garde. ✪

Tom Landry

Rédacteur en chef de l'Avant-Garde,
journal du MJCF



Brochure du siège du
PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

Au Brésil, des élections cruciales pour l'avenir du pays et du continent américain

Les 4 et 25 octobre 2026, les Brésiliens seront appelés à voter six fois pour élire, au cours du même scrutin, le président de la République fédérative du Brésil, le gouverneur de leur État, deux sénateurs, un député fédéral et un député d'État.

Le Brésil dispose d'un système électoral très fiable, moderne et unifié, sous contrôle citoyen. Le vote obligatoire est effectué lors de scrutins réalisés avec une urne électronique, autonome, non connectée, susceptible d'être installée dans les contrées les plus reculées. Chaque parti est représenté par un numéro à deux chiffres, décliné ensuite avec plus de numéros pour les candidats locaux, une couleur, un logo. Le citoyen peut modifier son vote avant de le valider. L'urne est installée et placée sous l'autorité d'un président de bureau de vote et d'assesseurs qui s'assurent du bon déroulement du vote, proclament localement le résultat et le transmettent au niveau collecteur. De l'enregistrement à la validation des candidatures, puis à la supervision du scrutin, toutes les opérations sont contrôlées par le Tribunal supérieur électoral (TSE).

Un système bien plus satisfaisant que celui des États-Unis d'Amérique (EUA), par exemple, où chaque comté a ses propres procédures, des machines différentes, un dépouillement plus souvent effectué par des administratifs hors du bureau de vote qu'effectué sur place sous contrôle citoyen, ce qui n'empêche pas Trump de s'attaquer au système brésilien.

Un contexte difficile

Les prétentions nord-américaines à soumettre et mater toute opposition à leur domination dans leur « arrière-

cour » ont été réaffirmées bruyamment et explicitement par Trump, comme l'a démontré le spectaculaire enlèvement du président du Venezuela, Nicolas Maduro.

Le soutien nord-américain aux menées d'extrême droite dans les pays voisins a connu de récents succès dans les pays de la région, malgré d'importantes capacités de résistance, avec des personnages improbables que Javier Milei en Argentine ou Abelardo de la Espriella en Colombie, mais aussi intégrés aux oligarchies locales, comme José Antonio Kast, un fils de criminel nazi allemand au Chili ou Keiko Fujimori, fille de dictateur d'extrême droite au Pérou.

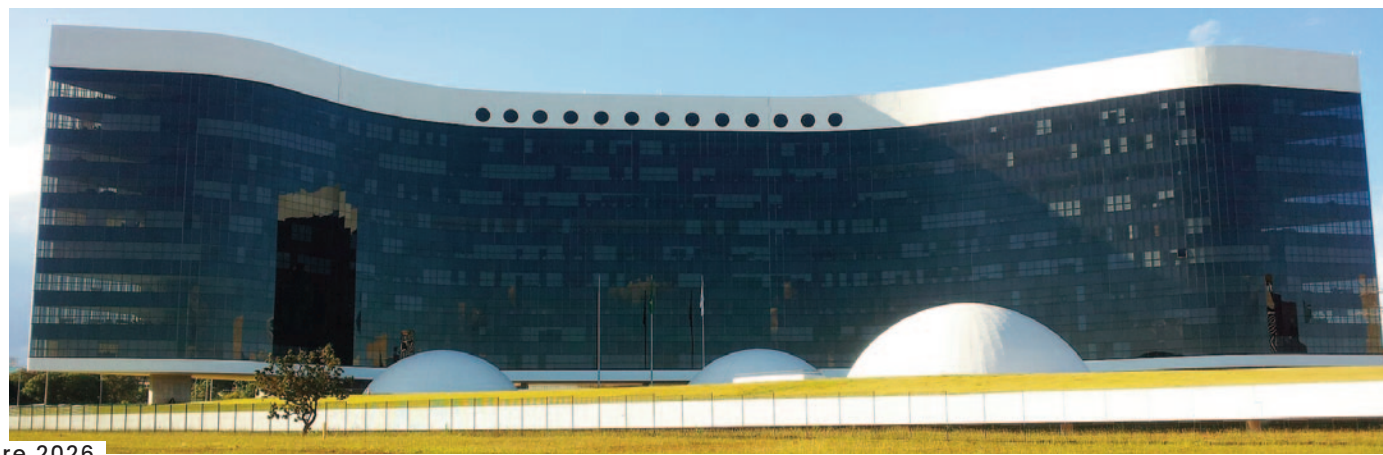
Les ingérences des États-Unis au Brésil ne datent pas d'hier, les vieilles méthodes de la CIA qui ont fait recette sont toujours utilisées : fausses rumeurs, calomnies, dénigrement des institutions, provocations au désordre... De vieilles méthodes qui s'appuient aujourd'hui sur les nouvelles technologies de l'information et de la communi-



tion sociale.

L'ABIN, le service de renseignement brésilien, a alerté sur le niveau « critique » d'ingérences étrangères provenant des États-Unis, elles ont aussi été décrites par un historien dans un article du quotidien britannique *The Guardian*. Aujourd'hui c'est notamment la Cour suprême brésilienne (susceptible de valider un coup d'État) qui est mise sous pression et vilipendée par l'extrême-droite.

Le rôle important du Brésil au sein des BRICS, comme la richesse du sous-sol en terres rares et en hydrocarbures, disent, à eux seuls, assez l'importance géostratégique et économique du Brésil pour les EUA. Faire basculer la plus grande économie latino-américaine, qui réalise la plus grande part de ses échanges commerciaux internationaux avec la Chine (171 milliards de dollars par an, contre



83 milliards avec les EUA) altérerait grandement le panorama politique de la région, laissant les gouvernements progressistes du Mexique et de l'Uruguay bien seuls face à l'impérialisme brutal de Trump.

Une campagne au coude-à-coude

Comme pour gouverner, la candidature de Lula repose sur trois niveaux d'appui :

- La fédération des partis de gauche (sorte de super-groupe parlementaire) « Brésil de l'espérance », composée du Parti des travailleurs (PT), du Parti communiste du Brésil (PCdoB), et du Parti vert (PV).

- Une coalition électorale regroupant, au-delà de la fédération, des partis sociaux-démocrates ou de centre gauche comme le PSB, parti du vice-président Geraldo Alckmin, le PDT affilié à l'Internationale socialiste, ou encore le PTB...

- Une « base de gouvernement » élargie à des partis du centre (*Centrão*, ou « gros centre »), c'est-à-dire de centre droit comme les partis PMDB ou União Brasil, permettant aussi des accords locaux pour l'élection de gouverneurs, sénateurs ou députés.

À gauche, Lula se présente donc comme une candidature de rassemblement, d'autant plus populaire quand il affirme des positions fermes pour la défense de la souveraineté face à l'arrogance de Trump, mais n'arrivant pas à capitaliser sur des avancées fiscales significatives, telles que la suppression de l'impôt sur le revenu pour les salariés gagnant jusqu'à trois fois le salaire minimum. Dans un contexte de fort consumérisme, les jeunes qui n'ont pas connu les gouvernements néolibéraux peuvent penser que les acquis sociaux comme le service public de santé universelle, le SUS, ou le développement des universités fédérales comme étant garantis, alors même qu'ils seront les premières cibles de gouvernement néolibéraux ou d'extrême droite.

La droite (PSD, PP, DEM...) avait profité du déclin de la figure de Bolsonaro après sa condamnation et engrangé d'assez bons résultats lors des dernières municipales, mais n'a pu s'accorder sur un candidat susceptible d'emporter la présidentielle. Il pourrait toutefois conserver un

poids prépondérant au Congrès (Assemblée fédérale et Sénat).

L'extrême droite s'est rassemblée non sans mal derrière un des fils Bolsonaro, alors que l'épouse Bolsonaro ou le gouverneur de Sao Paulo, Tarcisio de Freitas, avaient pu caresser l'idée d'une candidature. L'appui de Trump sans doute a été décisif et demeure le grand argument d'un camp qui défile avec les drapeaux des EUA, d'Israël, voire d'Argentine.

L'extrême droite peut compter sur de puissants relais médiatiques, les réseaux sociaux en premier lieu utilisés à leur service dans la bataille idéologique et les fausses nouvelles allant jusqu'à inverser les charges. Ainsi, de l'énorme scandale boursier, né à l'époque de Bolsonaro, autour d'un banquier proche de l'extrême droite et notamment de la famille Bolsonaro, ayant arrosé aussi des proches de la Cour suprême, et causé un préjudice de milliards de reais. C'est cependant à... Lula que l'on reproche un manque de vigilance et auquel on attribue la corruptio, alors même qu'il est complètement étranger aux montages du personnage.

Les media TV, ceux des Églises évangéliques Record et autres, ou la très conservatrice TV Globo dans l'opposition à Lula depuis toujours, ne manquent pas de reprendre nombre des accusations. Les Églises évangéliques et les forces de répression restent d'importants relais d'opinion pour l'extrême droite.

À l'heure où, malgré tous les scandales qui lui sont attachés, Flavio Bolsonaro est donné à égalité avec Lula, les militants de gauche ont donc fort à faire sur le terrain pour alerter et expliquer tous les périls, mobiliser sur les objectifs sociaux et d'indépendance nationale, préparant avec leurs proches et dans les quartiers populaires un travail de terrain, distribuant des « colinhas », sortes d'antisèches avec la série des numéros des candidats les mieux à même de défendre leurs intérêts. ☘

Henri Blotnik,

membre du collectif Amérique latine du secteur international

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



un communisme...

Le 40^e Congrès du PCF a constitué un formidable moment de construction collective. Avec « Un communisme de conquêtes », les communistes se sont donné une ambition à la hauteur de la période : ne pas seulement résister mais renforcer le PCF et ne...

Du 3 au 6 septembre, le vote sur le choix de notre candidat Fabien Roussel à l'élection présidentielle doit...



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA